UNE FIN D'ANNÉE

POUR mercredi 23 décembre, Rauf a demandé l'inventaire des marchandises entreposées chez les Juifs.

Les stocks divers sont depuis longtemps obligatoirement déclarés à la Direction des Affaires Economiques. Pourquoi les Allemands demandent-ils une déclaration supplémentaire, alors qu'ils ont à leur disposition des moyens d'investigation beaucoup plus sérieux ? Brimade toujours, entretien d'un climat d'inquisition et de menaces.

Les bijoutiers, détenteurs de métaux précieux, sont venus demander conseil à la Communauté. Doivent-ils déclarer leur argent, leur or ? Nous prenons la responsabilité de les en dissuader ; pour les Allemands, ces renseignements ne seraient pas aussi faciles à obtenir. Evitons donc au pays une saignée d'or, si c'est possible.

⁂

Le Résident Général désire voir d'urgence le Président accompagné de quelques membres du Conseil.

On peut joindre sur l'heure MM. Borgel et Hassid ; ils se rendent aussitôt chez l'Amiral, intrigués et vaguement inquiets ; on n'était alors jamais convoqué pour apprendre une nouvelle agréable.

Le Résident leur fait part de ses craintes ; il aurait appris que des Juifs auraient attaqué un poste militaire allemand au Belvédère. M. Borgel manifeste sa surprise, son scepticisme devant un incident qui apparaît imaginé par les Allemands pour les besoins de la cause ; il redoute des provocations créées dans le but de justifier une répression de la part de l'occupant.

L'Amiral Esteva ne cesse de recommander le calme.

A l'issue de l'entretien, il signale que des israélites ont tenu leurs magasins fermés quelques jours, et il insiste pour que tous reprennent leurs occupations habituelles.

On profite de l'occasion pour lui souligner les sacrifices déjà imposés aux Juifs, aux prises avec un adversaire impitoyable.

Il lève les bras au ciel et prêche la résignation : « Les voies de Dieu sont impénétrables. »

Nos représentants sont assez désabusés en quittant la Résidence.

⁂

Nous recevons des visites émouvantes : des épouses d'otages encore incarcérés — il en reste une quarantaine — nous supplient d'intervenir à nouveau pour l'élargissement des prisonniers. Une autre épouse douloureuse, Mme Cittanova, dont le mari, prisonnier politique, est de santé fragile, nous prie d'obtenir pour elle le droit de lui rendre visite, de continuer à lui apporter sa nourriture, comme elle a pu le faire quelque temps.

A l'arrivée de Zaewecke, nous reprenons, une fois de

plus, la question de la libération des otages. Peut-on espérer d'un Haupsturmführer qu'il s'amollisse à Noël ?

Tout ce qu'on obtient ce jour-là, c'est son accord pour quelques remplacements volontaires.

Le Président rappelle enfin ses diverses démarches en faveur de Jacques Cittanova, après sa propre libération, quand il insistait pour obtenir celle de MM. Samama, Pariente, Cittanova. Il souligne le mauvais état de santé de ce dernier. C'est alors de la part de Zaewecke la réponse déjà faite par la Kommandantur : « Ne vous occupez pas du Finlandais. Il n'est pas arrêté en qualité de Juif. Son cas ne vous regarde pas.» Il ajoute cependant, cette fois, devant notre insistance : « J'en parlerai à mon chef.» Ce ne sera pas une dérobade.

∴

24 Décembre. — Nous avons des renseignements précis sur les circonstances de l'assassinat du jeune Gilbert Mazouz ; ils nous ont été donnés par des évacués de Cheylus.

A la nuit tombante, les travailleurs, conduits par les Allemands qui s'étaient trompés de route, ont dû prendre un racourci par les terres labourées. Les mottes mouillées s'accrochent aux chaussures, rendent la marche pénible, harassante. Ces hommes ont déjà parcouru une trentaine de kilomètres depuis midi.

L'un d'eux, un raflé, est infirme : il a au pied un appareil orthopédique. Aidé, tout le long de sa marche, par ses camarades, un moment vient où il ne peut plus suivre. Ses compagnons le portent à tour de rôle. Puis, épuisés

eux-mêmes, ils le déposent à terre. Un soldat le frappe à coups de bottes. L'autre se relève, puis retombe. Froidement, sans un mot, l'Allemand décharge alors son arme à bout portant. Un râle. Le corps pantelant est abandonné. Un rabbin, parmi les raflés, murmure à mi-voix la suprême prière, dernier acte de foi, symbole magnifique de fidélité affirmé jusqu'au supplice :

שְׁמַע יִשְׂרָאֵל ה׳ אֱלֹהֵינוּ ה׳ אֶחָד :

Ecoute Israël, l'Eternel est Notre Dieu, l'Eternel est Un !

Des Arabes le mettront en terre (1), car les nôtres seront contraints de continuer leur route : la chiourme veillait

C'est trop de misère, trop de lâcheté ! Quel crime expions-nous, mon Dieu !

Le lendemain, pour y entasser les malades ou ceux qui trop fatigués ne pouvaient continuer, nos travailleurs ayant fait une collecte, entre eux, réunissaient 3.000 francs, les remettant à 3 arabatiers. Ceux-ci conduisent les malades à l'étape, à 8 km. plus loin.

Zaewecke demande un rapport. Aurait-il été impressionné, gêné, au récit qu'on lui a fait ? Il semble avoir donné des ordres ; il y aura moins de hargne pour un temps.

∴

25 Décembre, Noël, « *Paix sur la terre aux hommes de bonne volonté !* »

(1) Après de sérieuses difficultés, on réussira à trouver le corps qu'on fait transporter et enterrer à Tunis.

Hélas, pour nous, les jours se suivent avec le même cortège : des hommes partent, quelques-uns rentrent. Des demandes, toujours. Des tristesses, des angoisses, toujours.

L'année s'achève : Dénonciations, menaces, relève des otages. Tout cela est atroce ! Quand donc aurons-nous fini ?

1943

L'ANNÉE commence par une belle matinée ensoleillée On échange des vœux, mais surtout un souhait : se retrouver l'année prochaine dans une Tunisie et peut-être une France libérée !

On voit moins d'Allemands dans la rue.

Les S.S. ont joyeusement fêté la Saint-Sylvestre ; Zaewecke ne vient pas à la Communauté : nous éprouvons une sensation de liberté.

Le Commandant nous demandera ironiquement quelques jours plus tard comment nous avons passé le Réveillon du 31 Décembre. « Nous sommes dans le deuil ; il n'est pas de fête pour nous », lui répond-on.

⁂

Nouvelle alerte le 4 Janvier.

Les Autorités Tunisiennes étant contraintes de fournir 8.000 travailleurs aux Allemands, le Service de la Main-d'Œuvre croit opportun de faire appel aux Juifs pour prélever chez eux un contingent de quelque 3.000 travailleurs.

Le Président, convoqué d'urgence, dirigé de la Kasbah au Colonel Aschoff, du Colonel Aschoff à la Main-d'Œuvre, reçu finalement, exprime sa surprise ; il rappelle à ceux qui paraissent l'oublier :